

Résolution présentée par la délégation de la République des Îles Fidji

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Droits des enfants

L'Assemblée Générale,

Rappelant que depuis le coup d'état en 2006, la République des Îles Fidji connaît une forte instabilité politique qui met en difficultés le gouvernement pour faire respecter les droits de l'enfant,

Observant que jusqu'à 43% de la population vit sous le seuil de pauvreté dans certaines zones,

Scandalisée que dû à un manque de soins de qualité, la mortalité infantile rejoint un taux de 15% avant un an et 23% avant les cinq ans,

Mortifiée que 65% des enfants terminent les études à l'école primaire et que seulement 33% va en secondaire,

Propose de créer l'association « Second chance » ;

- afin que les bâtiments scolaires, de n'importe quel degré, des différents pays membres qui le souhaitent, ressemblent de l'argent dans le but de parrainer un ou plusieurs mineurs à distance afin de pouvoir financer leur éducation ainsi que les soins et subvenir à d'autres besoins nécessaires ;
- Ceci aussi dans le but de sensibiliser les jeunes des pays membres qui participeront à ce projet.

Le texte français fait foi